N°79 du mardi 4 février 2020 - lagazette-sqy.fr

Hebdomadaire gratuit d'informations locales

La Gazette Saint-Quentin-en-Yvelines

VILLEPREUX

LES VŒUX DU MAIRE CHOQUENT SES ADVERSAIRES AUX MUNICIPALES

Actu page 6

Syndicats et gilets jaunes protestent contre la réforme des retraites aux vœux de la député

Dossier page 2

La semaine dernière, plusieurs mobilisations ont eu lieu contre les réformes du gouvernement, à l'UVSQ ainsi que pendant les vœux d'Aurore Bergé.

Actu page 4

SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES

Une Maison sport-santé labellisée à SQY... mais pas encore financée

ÉLANCOURT
France miniature embauche 60 collaborateurs — Page 4

SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES
Municipales : la droite locale officialise ses investitures — Page 7

GUYANCOURT
Des parents d'élèves demandent le service minimum — Page 7

FAITS DIVERS
Guyancourt : Mort d'une centenaire, sa petite-fille suspectée — Page 10

FAITS DIVERS
Plaisir : Il escroque Ikea et Leroy Merlin pour payer ses dettes — Page 10

SPORT
Une journée pour promouvoir le cyclisme féminin au Vélodrome — Page 12

CULTURE
Guyancourt : Les Négresses vertes à la Batterie ce vendredi — Page 14

TRAPPES

MUNICIPALES : GUY MALANDAIN VEUT CONTINUER D'APPORTER SON « *EXPÉRIENCE* »

Actu page 8

Actu page 7

YVELINES

Le Département vote la baisse de son taux de taxe foncière

Actu page 9

SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES

Urgentime : une plateforme d'appel vidéo pour le Samu et les pompiers

En 2020, profitez d'une

visibilité optimale

auprès d'un large lectorat hebdomadaire.

Contact : pub@lagazette-sqy.fr

La Gazette de Saint-Quentin-en-Yvelines
12, avenue des Prés - 78180 Montigny-le-Bretonneux

COIGNIÈRES

Syndicats et gilets jaunes manifestent pendant les vœux d'Aurore Bergé

Environ 150 personnes se sont réunies à Coignières à l'occasion des vœux de la député LREM. Tenues à distance par un important dispositif de police, elles ont bloqué quelques instants la nationale 10.

▶ DAMIEN GUIMIER

LA GAZETTE DE SQY

Vers 19 h 30, la manifestation a débordé sur la nationale 10, où la circulation a été ralentie pendant plusieurs minutes.

Syndicats et gilets jaunes ont réussi à faire entendre leur opposition au projet de réforme des retraites. Vendredi 31 janvier dans la soirée, réunies en intersyndicale, environ 150 personnes se sont rassemblées aux abords des Salons Antoine de Saint-Exupéry à Coignières, où la député LREM Aurore Bergé organisait ses vœux. Tenus à distance par un important dispositif de police, les manifestants ont scandé leurs slogans depuis la ruelle longeant les Salons. Rejoints par un petit groupe de personnes se revendiquant des gilets jaunes, ils ont bloqué la nationale 10 pendant quelques minutes avant d'être délogés dans le calme par les forces de l'ordre.

Le vendredi 31 janvier, le rassemblement intersyndical était ainsi organisé à partir de 19 h à Coignières. Dès 18 h 30, plusieurs dizaines de personnes arrivaient en flot continu pour rejoindre la manifestation à côté des Salons Saint-Exupéry, parmi lesquels les membres de la CGT, de la FSU, de Solidaires, des travailleurs sans papier, des cheminots, etc.

« *Dans le cadre de l'intersyndicale, alors que le texte de loi va arriver au parlement, nous interpellons les élus LREM à toutes les occasions qui nous sont offertes,* souligne François Hébert, secrétaire départemental de la FSU. *On va tout faire pour faire connaître notre mécontentement, qui ne faiblit pas et a plutôt tendance à se renforcer avec le temps qui passe.* » Lui comme Sonia Porot, la secrétaire départementale de la CGT, avancent un même mot d'ordre : le retrait de la reforme des retraites.

« *On demande plus que jamais le retrait de ce projet de loi, et l'ouverture de vraies négociations sur les retraites, mais à partir de la base actuelle, c'est à dire une vraie retraite par répartition* », résume François Hébert, qui assure que le mouvement de protestation ne faiblit pas. « *Oui c'est long, il y a des hauts et des bas, mais on a des moments d'espoir et d'unité qui nous font penser que cette bataille, on peut finir par la gagner, on n'est pas démobilisé* », poursuit-il.

> **« On demande plus que jamais le retrait de ce projet de loi »**

Rapidement, un petit groupe d'une trentaine de personnes arborant les couleurs des gilets jaunes a rejoint la protestation. Contenus à distance des vœux de la député, plusieurs manifestants ont pris l'initiative de rejoindre le bord de la nationale 10 vers 19 h 15, située à quelques mètres du rassemblement initial. S'ils sont d'abord restés le long de la nationale, banderoles en main, ils ont peu à peu empiété dessus, formant un barrage filtrant puis bloquant pendant quelques minutes la circulation pour interpeller les automobilistes. « *C'était logique que ça déborde, on a été parqués super loin* », lâche un syndicaliste, soulignant toutefois que la situation est restée calme.

Vers 19 h 45, les policiers ont évacué sans heurts les manifestants de la nationale 10, qui sont ensuite restés au niveau de la station service Total. Plusieurs ont alors pris la parole grâce à un haut-parleur, alors que dans le même temps, Aurore Bergé tenait ses vœux à quelques dizaines de mètres de là. « *Nous aussi on a des vœux madame Bergé,* a clamé un gilet jaune. *Notre premier vœu, c'est qu'ils arrêtent la casse des solidarités.* » Tenus hors de la RN 10 par un cordon de policiers, les manifestants ont peu à peu quitté les lieux à partir de 20 h.

Le nombre très important de policiers a maintenu les manifestants à distance des vœux de la député, même si quelques-uns ont réussi à rentrer dans la salle avant d'être évacués. Dans son discours, Aurore Bergé a logiquement fait référence à la mobilisation qui se déroulait au même moment. « *Je ne peux pas faire complètement abstraction de ce qu'il se passe à l'extérieur*, a souligné la député, qui a partagé sur les réseaux sociaux ce moment de son discours. *Il y a une manifestation qui a été déclarée en préfecture, et je pense que c'est tout à fait normal que celles et ceux qui souhaitent manifester puissent le faire.* » La député a également annoncé dans son discours pour annoncer qu'elle serait présente sur la liste de Gilles Schmidt (LREM)à Rambouillet. ■

GUYANCOURT

Les chercheurs et étudiants de l'UVSQ font un flash mob contre les réformes en cours

Les enseignants-chercheurs et les étudiants se sont mobilisés le 31 janvier dans les halls des bâtiments de l'UVSQ. Sous forme d'un flash mob, ils ont dénoncé toutes les réformes en cours.

▶ FARAH SADALLAH

LA GAZETTE DE SQY

Une trentaine d'enseignants-chercheurs et d'étudiants, équipés de masques chirurgicaux, se sont allongés par terre pour simuler une mort. Ils ont ensuite brandi des pancartes, portant l'image d'une bactérie.

« *Nous collectif, nous refusons de nous laisser contaminer par les réformes en cours !* », clame dans un microphone, Céline Dumoulin, représentante CGT à l'UVSQ (l'université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines). Rassemblés dans le hall du bâtiment d'Alembert, puis dans celui de Vauban à Guyancourt, le 31 janvier, une trentaine d'enseignants-chercheurs et d'étudiants, équipés de masques chirurgicaux, se sont allongés par terre pour simuler une mort. Ils ont ensuite brandi des pancartes, portant l'image d'une bactérie, qui les aurait contaminés.

Sur ces affiches on peut lire : chômage, hôpital, fonction publique, LPPR (loi de programmation pluriannuelle de la recherche), réforme du bac et des retraites. Elles font toutes référence à des réformes en cours. À la manière d'un flash mob ou d'un happening (performance), ils les citent toutes une à une en reprenant la musique d'une des chansons du groupe Rita Mitsouko, *Marcia Baila*.

Avec cette action organisée par le collectif, ce dernier souhaite rassembler plus de personnes pour faire front commun contre les réformes nationales en cours. « *Elles ont toute la même aspiration et on essaye de fédérer pour faire front commun* », affirme Gabrielle Schütz, enseignante-chercheuse et membre du collectif. En grève depuis deux semaines, le collectif a été créé il y a un peu moins d'un mois. Il a d'abord réuni les enseignants-chercheurs issus de la filière sociologie. Puis ce groupement s'est étendu aux doctorants et aux autres filières, comme l'administration économique et sociale, précise l'enseignante-chercheuse. « *Des personnes de l'administration et de la technique nous ont même rejoints* », précise Céline Dumoulin, son microphone à la main. Ce jour-là, il y a aussi des personnes issues de la filière mathématique et informatique, selon Gabrielle Schütz.

Progressivement, des étudiants se sont aussi joints au mouvement. Raphaël, en licence 3, s'est invité à l'assemblée générale des professionnels en sociologie, avant de se mobiliser pour le 31 janvier. « *J'ai une envie de solidarité avec tous les corps […] pour que tout ce mouvement converge vers une décapitalisation de la France* » souhaite-t-il. D'autres se sont engagés suite aux cours alternatifs donnés par des doctorants à des étudiants, sur la réforme des retraites et ses conséquences. Une employée dans la recherche privée a même participé à l'happening. « *Je suis venue en soutient. […] On s'est déjà pris des réformes et on sait ce que ça fait* », témoigne Laurence.

Mais l'idée de faire ce flash mob est aussi une manière pour le collectif de davantage sensibiliser et de mobiliser plus de soutiens. « *On est en train collectivement de réinventer des formes de mobilisation,* explique Marie, une enseignante-chercheuse. *On sent la difficulté de se mobiliser massivement. Il faut qu'on soit plus visibles.* » D'autres actions sont prévues la semaine prochaine, notamment un programme d'ateliers de réflexion et de conférences. ■

Situé au Pecq, **VISIO**, le centre de pilotage 360°
des services d'eau et d'assainissement, c'est :

+ DE PERFORMANCE + DE RÉACTIVITÉ + DE SÉCURITÉ
+ DE SERVICE + DE DONNÉES PARTAGÉES

au service des collectivités et des usagers

SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES

Une Maison sport-santé labellisée à SQY... mais pas encore financée

L'État a certifié le projet de l'Ufolep78, qui projette d'ouvrir un lieu d'orientation pour les personnes souhaitant pratiquer une activité physique. Sauf que ce label n'est pas accompagné de financement.

▶ DAMIEN GUIMIER

Accompagner les personnes et les patients les plus éloignés de l'activité physique vers le chemin du sport. C'est en résumé l'objectif des 500 Maisons sport-santé (MSS) que le gouvernement veut ouvrir en France d'ici 2022. Suite à un appel à projets national, une première vague de 138 Maisons sport-santé a été certifiée par la ministre des sports le 14 janvier. Dans les Yvelines, deux projets ont été retenus, dont celui porté par le comité départemental de l'Ufolep, la fédération multi-sports, sur le territoire saint-quentinois. Sauf que si son projet de MSS a été labellisé, l'Ufolep 78 a besoin de partenaires financiers pour le mettre en œuvre.

ILLUSTRATION/LA GAZETTE DE SQY

L'Ufolep 78 a construit son projet, notamment avec la MGEN de La Verrière. La fédération multisports souhaite ouvrir dans l'institut un lieu d'orientation pour les patients et les médecins.

« *Les Maisons sport-santé ont pour but d'accueillir et d'orienter les personnes souhaitant pratiquer, développer ou reprendre une activité physique et sportive à des fins de santé, de bien-être, quel que soit leur âge* », explique le ministère des sports dans son communiqué détaillant le dispositif. Il rappelle que « *l'activité physique et sportive est un déterminant majeur de l'état de santé des individus et des populations à tous les âges de la vie* » et qu'une pratique régulière « *permet de diminuer la mortalité et d'augmenter la qualité de vie* ».

Si des collectivités, des hôpitaux, des sociétés, etc., ont répondu à l'appel à projets national, localement, c'est celui d'une association sportive qui a été retenu par le ministère des sports. « *On a décidé d'y répondre parce que ça fait quelques années qu'on travaille auprès d'un public senior ou d'un public présentant des nécessités de bouger, et qu'on était convaincus de savoir faire* », raconte Ludovic Trézières, délégué départemental de l'Ufolep. Cette dernière participe par exemple au dispositif de sport sur ordonnance à Saint-Quentin-en-Yvelines et met en place des ateliers sportifs pour les seniors.

Pour candidater à l'appel à projets national, l'Ufolep 78 – dont le siège est installé à Plaisir - a travaillé avec deux partenaires du secteur de la santé : l'institut Marcel Rivière de la MGEN à La Verrière (qui réunit ses activités de santé mentale et de gériatrie sur un unique site dans de nouveaux bâtiments, voir *La Gazette* du 28 mai 2019, Ndlr) et le centre hospitalier Théophile Roussel de Montesson, spécialisé en psychiatrie. Avec ces deux établissements, « *on a des gens susceptibles d'avoir une analyse globale sur le sport et la santé, quel que soit le type de pathologie* », souligne Ludovic Trézières. Tandis que l'Ufolep 78 dispose quant à elle des formateurs « *pouvant intervenir sur des publics présentant des affections longue durée ou des affections particulières* ».

> « **La mise en action va nécessiter qu'on trouve les moyens** »

Le projet de la fédération multisports est composé de deux volets. Le premier sera un local situé dans l'institut de la MGEN à La Verrière. « *Ce sera une sorte de centre d'orientation, où les médecins ou les patients pourraient venir ou nous contacter par téléphone et par mail*, explique le délégué départemental de l'Ufolep. *Et à partir de cette plateforme, on aiguillerait les gens soit en local à la MGEN ou à Théophile Roussel sur des ateliers sportifs qui leur correspondent, soit sur des ateliers que nous on mène déjà dans différents territoires.* »

L'objectif étant de permettre à des publics éloignés du sport de trouver l'activité la plus adaptée pour eux. « *On s'attache à leur faire découvrir, et c'est là que notre rôle multisports a un intérêt, tout un tas de sports, pour qu'après ils puissent repérer parmi ceux qu'on a proposés, certains qui pourraient être faits dans un club ordinaire, […] ou de constituer un groupe suffisant pour les accompagner dans une vie associative* », détaille Ludovic Trézières.

Le second volet du projet de l'Ufolep 78 consiste à mettre en place une structure mobile, sorte de « *gymnase itinérant* » pour se rendre dans les villes yvelinoises plus éloignées et y proposer des activités, « *parce qu'on est convaincus que pour un certain nombre de personnes âgées ou sortant d'hospitalisation, le déplacement est compliqué* », insiste Ludovic Trézières. Il s'agirait d'un camion ou d'une camionnette, chargé de matériel sportif, conduit par un éducateur.

D'un point de vue théorique, le projet de l'Ufolep est donc entièrement ficelé, mais sa mise en place et son ampleur dépendront des financements qu'elle obtiendra... car le label du ministère des sports n'est pas accompagné de subventions. Si le délégué départemental de l'Ufolep apprécie cette reconnaissance, « *maintenant, la mise en action va nécessiter qu'on trouve les moyens* ». Il en appelle donc à tous les « *acteurs concernés qui y voient un intérêt* » - évoquant les collectivités, le ministère des sports, les acteurs de la santé, etc. – à prendre part au projet de Maison sport-santé yvelinoise pour que celui-ci puisse voir le jour. ■

■ EN BREF

SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES

Le président de SQY loue le partenariat avec les autres collectivités

Lors de ses vœux, Jean-Michel Fourgous (LR) est revenu sur les événements marquants de 2019 et les projets engagés pour 2020.

LA GAZETTE DE SQY

« *On travaille tous en équipe, et c'est pour ça que SQY est souvent considérée comme l'une des agglomérations qui marchent le mieux en France* », a insisté Jean-Michel Fourgous dans ses vœux.

Saint-Quentin-en-Yvelines organisait ses traditionnels vœux le jeudi 30 janvier au Vélodrome national. Dans son discours, Jean-Michel Fourgous (LR), le président de l'agglomération, est revenu sur toutes les réalisations de l'année 2019 et sur les projets enclenchés pour l'année 2020.

Évoquant la Région, le Département, Paris-Saclay, et les 12 communes saint-quentinoises, Jean-Michel Fourgous a avancé : « *On travaille tous en équipe, et c'est pour ça que SQY est souvent considérée comme l'une des agglomérations qui marchent le mieux en France. Ce climat de confiance permet de mobiliser des financements, et c'est vrai que là l'intercommunalité, ça fonctionne.* »

Bouclage du financement pour le pont de la Villedieu

2020 verra en effet plusieurs projets impliquant les différentes collectivités émerger. Le président de SQY a notamment évoqué le test de la 5G au Vélodrome « *pour booster l'expérience émotionnelle des spectateurs* », la poursuite de la « *fluidification de la circulation* » avec le lancement de l'enfouissement partiel de la RN 10 à Trappes ou encore le bouclage « *du plan de financement de près de 30 millions d'euros* » pour le doublement du pont de la Villedieu.

Il n'a cependant pas manqué de rappeler que SQY, « *comme toutes les autres agglomérations, subit une grave asphyxie financière, avec l'effondrement national de l'argent public, nous avons donc dû faire des choix courageux, je sais que ça n'a pas toujours été facile* ». ■

ÉLANCOURT

France miniature embauche 60 collaborateurs

Le parc d'attractions élancourtois a annoncé sur son compte Twitter rechercher de nombreux collaborateurs pour dix métiers.

Sur son compte Twitter fin janvier, France miniature a annoncé une importante campagne de recrutement pour la saison 2020. Le parc d'attractions d'Élancourt à la centaine de reproductions miniatures de monuments est en effet à la recherche de « *60 collaborateurs pour dix métiers* », indique-t-il sur Twitter.

Toutes ces offres peuvent être consultées sur le site internet franceminiature.fr/fr/recrutement. Les postes ouverts au recrutement sont variés, allant ainsi de l'assistant du responsable de la restauration à l'agent d'accueil polyvalent, en passant par le commercial ou le commis de cuisine. La plupart des offres sont proposées pour des contrats de saisonnier. La réouverture de France miniature est actuellement prévue pour le samedi 4 avril.

SQY

Les piscines de Trappes et des Clayes ferment pour plusieurs jours

Les piscines Salvador Allende et Jacques Monquaut seront fermées chacune environ deux semaines en février pour des vidanges techniques.

Les habitués des piscines de Trappes et des Clayes-sous-Bois devront se tourner vers d'autres équipements aquatiques pendant une partie du mois de février. Elles vont toutes les deux fermer pendant près de deux semaines pour des raisons techniques habituelles.

La piscine Salvador Allende des Clayes-sous-Bois connaîtra ainsi sa « *fermeture annuelle pour vidange technique* » du samedi 8 février au dimanche 23 février inclus d'après la page consacrée à l'équipement du site internet de Saint-Quentin-en-Yvelines, qui en a la gestion. Concernant la piscine municipale Jacques Monquaut de Trappes, elle sera quant à elle fermée « *du 10 au 23 février 2020 pour travaux et vidange du bassin* », indique trappes.fr.

LA GAZETTE DE SQY

EN IMAGE

MAGNY-LES-HAMEAUX Un nouveau chèque record pour le téléthon

L'association Objectif téléthon magnycois (OTM) organisait le 28 janvier à la mairie de Magny-les-Hameaux son annuelle remise de chèque à l'AFM téléthon. Et après 18 803,52 euros il y a un an, c'est la somme de 20 309,42 euros qui a été collectée les 6 et 7 décembre derniers, soit 8 % de plus que l'année dernière, contre une hausse de 4,2 % sur le plan national. L'un des représentants de l'AFM téléthon souligne d'ailleurs que *« c'est toujours en progression à Magny chaque année »*. À ce chiffre, il faut ajouter la télématique, correspondant aux promesses de dons par internet ou téléphone. *« À Magny, depuis toujours, c'est 7 000 euros »*, fait savoir Daniel Tammam, président-fondateur d'OTM, qui salue *« la générosité des Magnycois »* et *« l'ensemble du tissu associatif qui collabore »*.

YVELINES L'UVSQ ouvre les portes de ses campus

L'université yvelinoise organise ses traditionnelles journées portes ouvertes jusqu'au samedi 7 mars dans ses différents campus.

L'Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines (UVSQ) propose aux futurs étudiants et à leurs parents de découvrir les formations dispensées dans ses différents campus yvelinois. Jusqu'au 7 mars, l'université organise en effet ses traditionnelles journées portes ouvertes. *« Tous sont invités à découvrir les formations disponibles après le Bac : licences, DUT, licences professionnelles, CPI, diplôme en médecine, diplôme d'ingénieur,* indique l'UVSQ dans un communiqué. *Les différents campus proposeront des rencontres avec des enseignants et des étudiants afin d'échanger autour du projet professionnel de chacun. »*

Ces journées portes ouvertes ont lieu les vendredi 7 de 15 h à 19 h et samedi 8 février de 10 h à 17 h à l'IUT de Mantes-la-Jolie. Pour les sites de Guyancourt et de Versailles de l'UVSQ, les portes ouvertes sont organisées le samedi 29 février de 13 h à 18 h. Pour l'école d'ingénieur ISTY, ce sera le samedi 7 mars de 10 h à 17 h. Toutes les informations sont disponibles sur jpo.uvsq.fr.

VILLEPREUX

Les vœux du maire choquent ses adversaires aux municipales

Lors de ses vœux, Stéphane Mirambeau a utilisé des mots très forts en référence aux événements des derniers mois. Des mots inacceptables pour trois de ses adversaires aux municipales.

▶ ALEXIS CIMOLINO

Les vœux de Stéphane Mirambeau (LREM, liste SE), maire de Villepreux, à la population, se sont tenus le 31 janvier dernier. Des vœux qui se déroulaient dans des circonstances particulières, en raison bien sûr du contexte de campagne électorale mais aussi de la situation politique dans la commune depuis six mois. Et l'édile a multiplié les références aux événements survenus depuis l'été, lui qui a d'abord, mi-juillet, été visé par deux plaintes pour harcèlement sexuel, ayant fait l'objet d'une enquête, avant de voir son équipe municipale se désolidariser de lui en septembre et passer dans l'opposition.

Durant son discours de vœux, il a ainsi énuméré les « *messages* » qu'il souhaitait faire passer. La première pique survient très rapidement : « *La gestion d'une commune aujourd'hui se professionnalise et […] elle ne peut pas se satisfaire d'amateurs remplis d'ambition, sans aucune compétence et proposant un avenir construit sur des promesses qu'ils savent déjà impossibles à tenir.* »

Quelques minutes après cette phrase, semble-t-il destinée à ses adversaires aux élections municipales, Stéphane Mirambeau assure qu'il se conformera aux règles de communication établies en période électorale. « *Mais je ne pourrai évidemment pas rester muet sur ces derniers mois, sur ce que j'ai vécu, sur le comportement de certains, sur ceux qui m'ont sali et sur leur attitude abjecte* », poursuit le maire.

Propos « *diffamatoires* » et critiques sur le déroulement des vœux

Il a aussi réutilisé la fameuse expression « *Seuls les rats quittent le navire* » pour faire référence aux événements des derniers mois. « *J'ai une idée de qui pourraient être ces rats, les rats qui désertent et piétinent leur engagement et la confiance qu'ils m'avaient promis,* lance l'élu. *Un rat est un rat, restera un rat […] il ne sera jamais un lion.* »

Il ajoute un peu plus tard qu'il ne « *remercier[a] pas les ambitieux, les arrivistes, les opportunistes et les traîtres, ceux qui m'ont conseillé pour mieux m'écarter, ceux qui m'ont flatté pour mieux me séduire, ceux qui m'ont manipulé pour mieux me détruire* », « *ceux qui furent à l'initiative de la folie de cet été et ceux qui ont fait courir ces rumeurs les plus délirantes* ». D'autres « *messages* » seront lancés durant le discours.

Lors de ses précédents vœux, l'année dernière, le maire avait déjà eu des mots très forts à l'égard de ses opposants, mais également pour rapporter le fait qu'il avait été victime de menaces et d'insultes. Il est également habitué aux termes crus dans des publications sur les réseaux sociaux. Mais pour trois de ses adversaires aux prochaines municipales, les mots prononcés lors des vœux 2020 sont ceux de trop. Valérie Bain, Sylvie Sevin-Montel et Jean-Baptiste Hamonic ont ainsi fait part à la presse de leur volonté de réécouter le discours, et envisage d'y donner suite.

« *Il y a deux sujets : il n'est pas dans les clous par rapport aux obligations légales en période de campagne électorale, et il y a des propos diffamatoires*, estime Jean-Baptiste Hamonic (Modem, tête de liste Divers), candidat de «*Villepreux naturellement* ». *Il y a un manque de respect, ce n'est pas digne d'un élu. Il y a des propos à l'égard d'élus et/ou de candidats pas respectueux. […] Ce n'est pas à nous de juger si son discours rentre dans les clous. On pense que ce n'est pas le cas […].*»

LA GAZETTE DE SQY

Les propos tenus par Stéphane Mirambeau lors de ses vœux ne respectent pas les règles établies en période électorale, selon Valérie Bain, Sylvie Sevin-Montel et Jean-Bapstiste Hamonic.

Sylvie Sevin-Montel (LR, liste SE), de « *Tous pour Villepreux* » qui était deuxième adjointe, évoque elle aussi « *un aspect diffamatoire* », mais pointe également du doigt le déroulement des vœux, le maire n'ayant pas fait monter les élus sur scène, ce qu'elle considère comme attaquable. « *Chaque année, les élus de l'opposition étaient toujours conviés par le maire à monter sur scène,* souligne-t-elle. *C'est les vœux du maire et du conseil municipal. Ils ne souhaitaient pas monter sur scène, c'est leur choix, mais ils étaient invités. On s'est dit qu'il allait forcément nous inviter et il ne l'a pas fait.* »

« *Il a repris des éléments qu'il met dans les vidéos qu'il fait,* glisse quant à elle Valérie Bain (LR, liste SE), tête de liste d' « *Agir avec vous pour Villepreux* ». *Ses vœux l'année dernière étaient du même acabit, par contre, là, on est en période électorale, et il y a des règles.* » ■

COIGNIÈRES

Xavier Girard, seul adversaire du maire lors des municipales

Cet ancien colistier d'Ali Bouselham (SE) mènera la liste « *Coignières avenir* » les 15 et 22 mars prochains. Il affrontera le maire sortant Didier Fischer (SE).

▶ ALEXIS CIMOLINO

Candidat à sa réélection, le maire SE de Coignières, Didier Fischer, trouvera face à lui Xavier Girard (SE) lors des municipales. Ce Coigniérien habitant la commune depuis plus d'une décennie et cadre dirigeant du secteur automobile, mènera la liste « *Coignières avenir* » en mars prochain. « *Coignières avenir* », c'était déjà le nom de la liste d'Ali Bouselham (SE) lors des municipales partielles de décembre 2018, sur laquelle le candidat de 51 ans figurait en 25e position.

LA GAZETTE DE SQY

Estimant qu'il faut « *passer à la nouvelle génération* », Xavier Girard mènera « *Coignières avenir* », liste sans étiquette regroupant des « *gens de toute religion, de toute association* ».

« *Je me suis inscrit à "Coignières avenir" en septembre 2018, sollicité par les frondeurs de "Coignières démocratie"*, raconte Xavier Girard. *J'avais fait partie du mouvement qui s'était [formé] en hostilité au projet de fusion.* » Depuis, celui qui est également trésorier au comité des fêtes de la Ville confie s'être « *intéressé plus intensément à la chose politique* ». « *J'y ai goûté et ça m'a plu* », poursuit-il, se disant motivé par « *le devoir de servir* » et la volonté de « *proposer autre chose* ».

C'est donc en tant que numéro un qu'il figurera sur une liste renouvelée qu'Ali Bouselham « *soutient* », même s'il a souhaité « *quitter la vie politique* », selon Xavier Girard, qui veut apporter du sang neuf. « *Il n'y a pas de rejet, mais il faut passer à la nouvelle génération* », affirme-t-il, indiquant qu'il y aura « *peut-être* » d'anciens élus d'opposition, « *mais pas de la vieille garde* », ainsi que des ex-colistiers de David Pennetier.

Sans étiquette, la liste menée par Xavier Girard reste néanmoins ouverte à des personnes encartées et des « *gens de toute religion, de toute association* ». « *La seule chose que l'on ne prend pas, ce sont les extrémistes de tous bords* », souligne le candidat, aussi opposé au communautarisme et au repli par quartier.

« *On est 35 à 40 adhérents,* fait-il savoir. *On essaie de trouver 27 personnes qui ont un profil intéressant et complémentaire, dans l'optique de la victoire.* » Et qui devront faire face à un maire s'appuyant sur son bilan en 14 mois de mandat. Bilan que tempère Xavier Girard. « *Il a repris les projets qui étaient dans les tiroirs, donc c'est très simple,* juge-t-il. *Le gymnase, ça fait trois ans que le projet dormait. Que fait-il pour la voirie ? Les arrêts de bus, il y en a très peu. Que fait-il pour les sécuriser ?* », enchaîne-t-il dans la foulée, reconnaissant aussi que la mise en place d'une navette scolaire est « *une avancée* ».

Une concertation sur le cœur de ville comme priorité

Il se montre en revanche d'accord avec l'actuelle équipe municipale sur les questions environnementales, notamment l'inscription de la commune en tant que ville-porte du PNR. L'environnement fait d'ailleurs partie des quatre piliers de son programme, les trois autres étant famille en allusion au vivre-ensemble, sécurité, et emploi/économie.

Sur ce dernier point, il déplore l'absence, selon lui, d'économie dans le programme de Didier Fischer. Il estime par ailleurs que la relation aux entreprises est un « *plus que peut-être n'apporte pas le maire sortant* ». « *Il y en a beaucoup d'entre nous qui viennent du monde de l'entreprise privée,* avance-t-il. *Dans son électorat et ses élus, c'est plutôt du domaine public.* »

Parmi ses projets, Xavier Girard souhaite en priorité lancer une concertation pour réorganiser le cœur de ville, pointant notamment des commerces de proximité « *complètement enclavés sur le quartier des Acacias* ». Son colistier, Nicolas Grosdaillon, évoque lui l'idée de construire dans ce cœur de ville « *des petits appartements qui pourraient attirer les jeunes* ».

Réaménager le parc de la Prévenderie et les abords de l'étang du Val Favry font aussi partie des projets de « *Coignières avenir* », qui sera très loin d'être favorite face à « *Un élan durable pour Coignières* », la liste de Didier Fischer, les 15 et 22 mars. « *Nous sommes les challengers, on en est conscients,* reconnaît Xavier Girard. *Ce n'est pas pour autant qu'on ne va pas se défendre.* » ■

YVELINES

Le Département vote la baisse de son taux de taxe foncière

Le 31 janvier, le conseil départemental a voté une baisse d'un point de son taux de taxe foncière sur les propriétés bâties pour 2020, suite à l'importante augmentation de 2016.

▶ DAMIEN GUIMIER

Comme cela avait été annoncé lors du débat d'orientation budgétaire fin décembre, le Département a voté la semaine dernière une baisse d'un point de son taux de la taxe foncière sur les propriétés bâties en 2020. Cette décision a été actée lors du conseil départemental du vendredi 31 janvier, à l'occasion de l'adoption du budget primitif 2020.

« ***Une baisse de 8 %*** »

Dans les Yvelines, la hausse en 2016 de 66 % du taux du Département de la taxe foncière sur le foncier bâti, passant de 7,58 % à 12,58 %, est encore souvent évoquée. Une décision qui était alors expliquée par l'augmentation de la péréquation vers les Départements moins riches conjuguée à la baisse des dotations de l'État. À l'époque, le président du conseil départemental, Pierre Bédier (LR), s'était engagé à baisser à nouveau les impôts si la situation s'améliorait.

Baisse qui aura donc eu lieu quatre années plus tard, même si elle n'est pas aussi importante que l'augmentation de 2016. En passant son taux de taxe foncière sur les propriétés bâties de 12,58 % à 11,58 % pour 2020, le conseil départemental applique une baisse de 8 %. « *En tenant compte de l'augmentation des bases de 1,3 %, […] la baisse sera de 6,8 %* » pour les contribuables yvelinois, a précisé Laurent Richard, conseiller départemental en charge des finances, avant de préciser les conséquences de cette décision pour le budget.

LA GAZETTE DE SQY

En passant son taux de taxe foncière sur les propriétés bâties de 12,58 % à 11,58 % pour 2020, le conseil départemental applique une baisse de 8 %.

« *Notre objectif de baisser le taux de la taxe foncière d'un point fixerait, au budget primitif 2020, le niveau de recettes de la taxe foncière à 76,7 millions d'euros, en baisse de 23,1 millions d'euros en tenant compte de l'augmentation des bases* », poursuit Laurent Richard, précisant d'ailleurs qu'il s'agissait de la dernière fois que l'assemblée départementale aurait à voter ce taux de taxe foncière. En effet, à partir de 2021, la part départementale de la taxe foncière sur les propriétés bâties devrait être transférée aux communes pour compenser la suppression de la taxe d'habitation. Ce transfert sera compensé pour les Départements par une affectation d'une partie de la TVA.

« ***Nous avons pris des engagements*** »

Dans un communiqué, le conseil départemental apprécie en tout cas que ce nouveau taux classe désormais les Yvelines « *à la quatrième place des taux les plus bas de France et deuxième en Île-de-France, juste derrière les Hauts-de-Seine* ». De son côté, Pierre Bédier a rappelé le 31 janvier que cette baisse était le respect de l'engagement pris lors de l'augmentation de 2016.

« *Je pense que c'est une mauvaise décision de gestion que d'abaisser d'un point, [mais] je pense que c'est une bonne décision politique parce que nous avons pris des engagements à l'époque et que la parole politique finit par s'affaiblir à force de ne pas tenir les engagements*, avance le président du Département, sans oublier d'adresser un tacle au gouvernement. *Si on n'avait pas changé la règle du jeu entre-temps, ce n'est pas d'un point dont on pourrait baisser la fiscalité mais sans doute plus. Mais nous sommes obligés d'adopter une règle prudentielle à cause du brouillard absolu dans lequel nous évoluons tous.* » ■

GUYANCOURT

Des parents d'élèves demandent le service minimum

Ils veulent un service minimum pendant les grèves d'enseignants, ce que refuse le maire.

Samedi 1er février, une petite trentaine des parents d'élèves se sont réunis devant la mairie. Ils répondaient à l'appel de la Peep et l'AIPE, qui demandent la mise en place du service minimum pendant les grèves, comme cela peut être le cas dans d'autres villes. « *En ce moment, il y a beaucoup de grèves d'enseignants et les parents sont obligés de prendre des jours de congé, certains en sont à six jours* », regrette Marie Oudet, présidente de la Peep de Guyancourt. « *Nous, parents, on se sent prisonniers* », complète Sylvie Galante, présidente de l'AIPE.

Le maire a reçu une délégation, à qui il a réaffirmé son opposition à la mise en place du service minimum. « *Je considère que cette loi porte atteinte au droit de grève des enseignants* », estime François Morton, maire DVG de Guyancourt, joint par téléphone. Il évoque aussi la difficulté de trouver en 48 h - les enseignants grévistes doivent se déclarer 48 h à l'avance - du personnel compétent pour surveiller les enfants.

EN BREF

SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES

Municipales : la droite locale officialise ses investitures

Dans un communiqué, le « *Rassemblement yvelinois* », qui réunit plusieurs partis et mouvements de droite et de centre droit, a annoncé soutenir une première liste de candidats, dont six à SQY.

ARCHIVES/LA GAZETTE DE SQY

En octobre, les principaux mouvements politiques de la droite et du centre droit avaient signé l'engagement « *Rassemblement yvelinois* » pour « *éviter toutes formes de divisions* » aux municipales.

Le 12 octobre dernier, la charte de « *Rassemblement yvelinois* » avait été ratifiée par les ténors locaux des partis et mouvements de la droite et du centre droit avec l'objectif de soutenir des candidats communs aux municipales « *et ainsi éviter toute forme de division* », indique le « *Rassemblement yvelinois* » dans un communiqué. La charte avait ainsi été signée entre autres par Gérard Larcher (LR), Pierre Bédier (LR), Valérie Pecresse (Libres), Karl Olive (DVD, Génération Terrain), Bertrand Coquard (UDI) et Marc Tourelle (UDI).

Six candidats saint-quentinois

La semaine dernière, le « *Rassemblement yvelinois* » a officialisé ses labellisations de candidats, qui sont donc soutenus par tous les partis signataires. Pour les 12 communes de Saint-Quentin-en-Yvelines, six candidats figurent dans cette première liste d'investiture.

On y retrouve ainsi Rodolphe Barry (SE) qui brigue la mairie de Guyancourt, Jean-Michel Fourgous (LR) qui est candidat à sa succession à Élancourt, Philippe Guiguen (DVD) aux Clayes-sous-Bois, Joséphine Kollmannsberger (LR) en lice pour poursuivre à la mairie de Plaisir, Lorrain Merkaert (SE) à Montigny-le-Bretonneux et Othman Nasrou (DVD) qui veut ravir la mairie de Trappes. ■

TRAPPES

Municipales : Guy Malandain veut continuer d'apporter son « *expérience* »

À la tête de la liste « *La gauche qui agit* », le maire se présentera pour la quatrième fois face aux électeurs en mars prochain. Son attachement pour la commune est la première raison qu'il donne comme motivation.

▶ DAMIEN GUIMIER

Comme il l'avait annoncé fin 2018, Guy Malandain (DVG), maire de Trappes depuis 2001, briguera un quatrième mandat aux élections municipales de mars prochain. Mercredi 29 janvier, aux côtés de son équipe avec qui il mènera la liste « *La gauche qui agit* », il a inauguré sa permanence de campagne située à quelques pas de la mairie.

Apporter son « *expérience* »

« *Je me représente pour une raison qui est peut-être étonnante pour quelqu'un qui fait de la politique depuis tant d'années, c'est que Trappes pour moi, à travers ses habitants, ses réussites, son évolution, c'est mon souci permanent, ce qui me tient à cœur* », nous assure Guy Malandain, qui s'en remet cependant aux urnes : « *Si la majorité des électeurs pense que ce n'est pas la peine, j'irai travailler dans des associations caritatives pour continuer à donner mon temps à mes concitoyens.* »

Son autre motivation est « *l'envie* » d'apporter son « *expérience* » dans le suivi des projets d'envergure déjà lancés ou sur le point de l'être. Avec en premier lieu « *l'évolution urbaine du secteur centre-ville* ». « *C'est lié à un élément fort sur lequel je me bagarre depuis 20 ans maintenant : l'enfouissement de la nationale 10 et la création du plateau urbain,* insiste le maire sortant. *Aujourd'hui, les travaux sont démarrés, mais il faut suivre ça de près.* »

Son deuxième sujet est la poursuite de « *tous les projets éducatifs, culturels et sportifs qui ont été mis en place* ». Et de poursuivre : « *Ce n'est pas pour rien que notre école de musique est devenue un conservatoire, ce n'est pas pour rien que nous avons été [labellisés] Cité éducative.* » Un autre volet concerne le deuxième contrat de rénovation urbaine qui doit être signé dans les prochains mois et concernera principalement le quartier Cité nouvelle-Barbusse et le square Camus.

L'une des motivations qui poussent le maire actuel à se représenter est « *l'envie* » d'apporter son « *expérience* » dans le suivi des projets d'envergure déjà lancés ou sur le point de l'être.

LA GAZETTE DE SQY

« *Là, l'objectif, c'est de se servir de l'expérience qu'on a [du] premier contrat, qu'on peut ou pas apprécier, mais Trappes aujourd'hui n'est plus le Trappes d'il y a 20 ans,* estime Guy Malandain. *Et ça, c'est aussi le résultat d'un travail partenarial et de l'expérience qu'on a.* » Le maire évoque également l'Opération d'intérêt national Paris-Saclay, qui concernera à Trappes le secteur de la halle Freyssinet où un nouveau quartier doit voir le jour, et le pôle gare « *sur lequel on commence à réfléchir* ». Concernant les autres propositions de son programme, le maire sortant ne souhaite pas encore les dévoiler, annonçant un « *journal projet* » prévu pour la mi-février.

Guy Malandain, qui n'est plus membre d'aucun parti, sera à la tête d'une liste de gauche sans étiquette politique. Il a malgré tout reçu l'appui officiel de La République en marche. « *Ils nous soutiennent mais on n'est pas République en marche* », insiste Guy Malandain, qui pourrait recevoir d'autres soutiens prochainement.

« *Ne rentrons pas dans le politicard* »

En mars, le maire sortant se retrouvera au moins face à un membre de l'actuelle majorité, Ali Rabeh (Génération.s), qui était adjoint aux sports et est désormais adjoint aux secteurs de l'hygiène et de la salubrité de l'habitat, ainsi que face à Othman Nasrou (DVD), élu d'opposition qui mène une liste avec Mustapha Larbaoui (SE). D'ailleurs, lorsque Guy Malandain est interrogé sur les attaques de ses opposants, notamment d'Ali Rabeh, il coupe court. « *Ça ne m'intéresse pas,* tranche le maire. *Pendant mes campagnes, je n'ai jamais tenu compte de ce que racontaient mes adversaires* ». Pendant l'inauguration de sa permanence, il a justement adressé à son équipe : « *Ne rentrons pas dans le politicard* ». ■

VILLEPREUX

Municipales : Valérie Bain veut « *proposer une autre façon de faire* »

La candidate mènera la liste « *Agir avec vous pour Villepreux* », liste sans étiquette, citoyenne et plurielle, lors des élections municipales des 15 et 22 mars prochains.

▶ ALEXIS CIMOLINO

Elle avait été la première à entrer en campagne, dès le mois de septembre dernier. Valérie Bain (LREM à titre personnel), directrice d'Ehpad, sera candidate lors des municipales de mars prochain à Villepreux, face à Jean-Baptiste Hamonic (Modem sur une liste SE), Sylvie Sevin-Montel (LR, sur une liste SE), Kouros Golgolab (LR sur une liste SE) et au maire sortant Stéphane Mirambeau (LREM sur une liste SE).

Elle mènera « *Agir avec vous pour Villepreux* », liste sans étiquette, « *citoyenne, ouverte, plurielle et participative* », rassemblant des personnes de différentes sensibilités politiques et de la société civile, indique la candidate, précisant n'avoir pas demandé le soutien d'un parti. Dans son équipe, on retrouve notamment deux actuels élus du conseil municipal, qui siégeaient déjà dans l'opposition avant l'explosion de la majorité.

Aux côtés de ses 32 colistiers (la liste est désormais au complet, Ndlr), Valérie Bain a souhaité se lancer dans la course à la mairie face à un pouvoir qu'elle juge « *extrêmement concentré* ». Déplorant un manque de concertation des Villepreusiens sur différents sujets, elle entend « *réintéresser les citoyens à la chose politique* ». « *On s'est dit qu'on était suffisamment motivés par cette ville et cette qualité de vie qu'on aime bien pour proposer une autre façon de faire* », explique-t-elle.

Valérie Bain (à gauche sur la photo), ici aux côtés de certains colistiers, entend « *réintéresser les citoyens à la chose politique* » face à un pouvoir qu'elle juge « *extrêmement concentré* ».

AGIR AVEC VOUS POUR VILLEPREUX

Dans le programme d' « *Agir avec vous pour Villepreux* », on retrouve notamment l'urbanisation. Souhaitant geler le projet Central park, Valérie Bain compte « *faire un moratoire sur tous les programmes immobiliers qui n'ont pas été lancés, pour avoir le temps de réfléchir sur le vivre-ensemble, et éventuellement d'aller à une révision du PLU* ».

Améliorer l'offre culturelle et redynamiser le centre-ville

Autre axe fort du programme : l'écologie. « *C'est vraiment ce que les gens nous disent être une des préoccupations principales,* affirme Valérie Bain. *Toutes les propositions que nous feront seront systématiquement évaluées selon quatre critères, dont l'écologie.* »

La candidate met aussi en avant la notion de démocratie participative. « *On veut absolument que sur la totalité du mandat, des moyens de concertation et d'échanges avec les Villepreusiens soient mis en place, avance-t-elle* », mentionnant la volonté de développer des réunions de quartier, des comités de prévention pour la délinquance, et désirant « *que tous les quartiers puissent bénéficier de l'action de la municipalité* ». Elle estime que la population de Villepreux est « *assez équilibrée entre la jeunesse et les personnes âgées, les actifs* » et qu'il est donc nécessaire d'« *avoir des actions qui correspondent aux différents publics* ».

Parmi les priorités de la liste, figurent également le maintien des personnes âgées à domicile et le lien avec les associations, Valérie Bain déplorant que leurs dotations aient « *pas mal diminué sur les dix dernières années* ». L'amélioration de l'offre culturelle, notamment au théâtre, et la redynamisation du centre-ville en attirant des nouvelles entreprises et des nouveaux services et en promouvant davantage les commerces de proximité face aux zones commerciales de Plaisir et des Clayes-sous-Bois, font aussi partie de son programme. ■

SQY

Villes fleuries : Magny obtient une deuxième fleur

Neuf communes saint-quentinoises sont labellisées par ce concours.

L'annuelle remise des prix du concours départemental « *Villes et villages fleuris* » s'est déroulée le 30 janvier à Saint-Cyr-l'École. 65 communes yvelinoises sont désormais labellisées, dont neuf à Saint-Quentin-en-Yvelines. Magny-les-Hameaux fait partie des trois communes à obtenir une deuxième fleur cette année. « *Au-delà de son caractère officiel récompensant les communes, le label "Villes et Villages fleuris" garantit une démarche engagée pour l'amélioration de la qualité de vie* », avance le Département dans un communiqué.

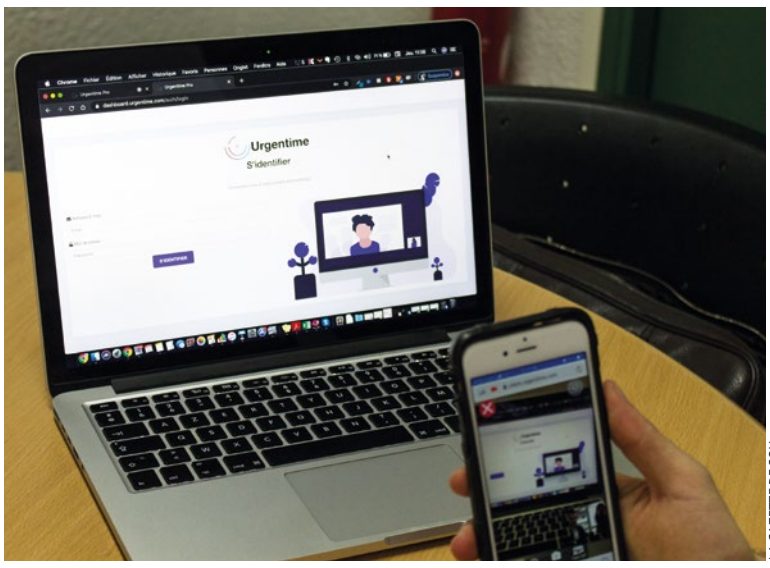
Les autres communes saint-quentinoises conservent quant à elles leur label, une fleur pour Guyancourt et Plaisir ; deux fleurs pour Coignières, les Clayes-sous-Bois, Maurepas, Montigny-le-Bretonneux et Voisins-le-Bretonneux ; et trois fleurs pour Élancourt.

MONTIGNY-LE-BRETONNEUX

Urgentime : une plateforme d'appel vidéo pour le Samu et les pompiers

La start-up ignymontaine lance un service d'appel vidéo pour aider les secours à mieux visualiser une intervention avant de se déplacer. Le Samu des Yvelines va l'utiliser, les pompiers pas encore.

▶ FARAH SADALLAH



LA GAZETTE DE SQY

Désormais, il s'agit d'une page web sur laquelle le secouriste devra rentrer un mail et un mot de passe. Puis, en situation d'urgence, il rentrera le numéro de l'appelant à qui il enverra un SMS.

Témoin d'un accident, il est maintenant possible de prendre en vidéo avec son smartphone une victime afin de montrer la gravité de la situation au secouriste tout en étant en ligne au téléphone. Révélée dans un article du *Parisien*, la start-up, Urgentime s'adresse principalement au Samu, et aux pompiers, afin de faciliter leurs interventions. Anthony Tabuyo, Benoit Datcharry et Jovien Chappex sont à l'origine de cette petite entreprise, dont le siège social se trouve à Montigny-le-Bretonneux.

Créée en avril 2017, son lancement a été rude. « *On a connu une période difficile. On était trois, on ne gagnait pas d'argent. Ça a duré trois ans* », raconte Anthony Tabuyo, âgé de 29 ans, qui a longtemps fait des missions à côté, alors qu'il lançait sa start-up. Les trois fondateurs se versent un salaire seulement depuis mai 2019. Ils ont eu du mal à convaincre les secours d'adopter leur plateforme, qui veut révolutionner les appels d'urgence. Le Samu des Yvelines a finalement donné son accord, mais les pompiers ne veulent toujours pas.

Si ce service innovant a vu le jour, ce n'était pas de manière anodine. Anthony Tabuyo a eu un grave accident de moto il y a sept-huit ans. Il s'est fait renverser par une voiture et le conducteur n'a pas su informer correctement les pompiers sur la gravité de son état. Une fois sur place, les sauveteurs ont découvert qu'il risquait d'être paralysé à vie. « *Les pompiers m'ont dit que s'ils avaient su, ils seraient venus avec un équipement médicalisé. S'ils avaient pu voir, ils auraient compris* », raconte le jeune cofondateur, qui a quitté Nice pour lancer son projet dans la ville lumière.

Un smartphone et une connexion à internet

Au début, ils ont mis en place une application mobile pour déclencher la vidéo entre le particulier et le secouriste. « *On s'est rendu compte que ce n'était pas la bonne méthode,* raconte le cofondateur. *Comment faire télécharger une application à tout le monde surtout quand on est dans un état de stress ?* » Alors leur est venue l'idée du SMS. « *Qu'est-ce que les gens maîtrisent le plus ? Le SMS* », assure Anthony Tabuyo.

Désormais, il s'agit d'une page web sur laquelle le secouriste devra rentrer un mail et un mot de passe. Puis en situation d'urgence, il rentrera le numéro de l'appelant à qui il enverra un SMS. La personne au bout du fil devra cliquer sur le lien envoyé et la caméra du smartphone s'activera sans le son en moins de dix secondes, tout en ayant toujours le secouriste au téléphone. Ce dernier pourra en plus projeter sur l'écran du téléphone de l'appelant, des vidéos, des photos ou encore des documents. Et l'appelant est géolocalisé.

Cette plateforme connaîtrait un taux de réussite de 95 %, selon le cofondateur, à condition que la personne possède un smartphone et ait une connexion à internet. « *Si le système plante, on garde l'appel* », précise-t-il, avant d'ajouter qu'avec l'opérateur Free mobile, la connexion est plus compliquée et qu'il faut constamment être au courant des nouvelles actualités technologiques, en raison de l'arrivée de nouveaux portables et des nouvelles mises à jour.

Mais les services de secours sont difficiles à convaincre. Jusqu'à ce qu'Agnès Buzin, ministre de la santé, annonce en septembre 2019, une subvention de 15 millions d'euros pour financer la vidéo – avec les particuliers et les ambulances - pour les secouristes. « *On a pris un tournant,* affirme Anthony Tabuyo. *C'était le dernier frein. Les secouristes ont un budget serré. Mais maintenant il n'y a plus de question de prix.* »

« *Deuxième tournant* », le Samu des Yvelines a adopté la plateforme fin janvier 2020. Il devrait utiliser Urgentime « *avant la fin de l'été* », annonce Anthony Tabuyo. En revanche les pompiers n'ont toujours pas franchi le cap. Ils seront à priori bien obligés, quand on sait que la start-up a été sélectionnée, en gagnant le prix Smart Paris 2024, pour équiper tous les pompiers, le Samu, les centres de gestion de crise et la police pour les Jeux olympiques en France.

« On s'est tournés vers le privé pour vivre »

Mais en attendant que les sauveteurs du feu changent d'avis, « *on s'est tournés vers le privé pour vivre et pour donner un prix plus bas aux pompiers* », explique le cofondateur. Urgentime propose donc sa plateforme aux entreprises de déménagement, de maintenance, aux assurances, aux banques ou encore aux agences de voyages.

Par exemple, la SNCF prévoit d'utiliser le service pour accélérer la réparation de ses trains en cas de panne. Grâce à la vidéo, le conducteur pourra montrer directement au technicien le problème à résoudre, et il recevra une aide à distance. Ainsi, « *la SNCF pense réduire de 30 % ses retards de trains* », révèle le cofondateur. ■

LES CLAYES-SOUS-BOIS

Municipales : l'adjointe à l'éducation se lance dans « *un engagement de terrain et de projets* »

Anne-Claire Frémont (SE), après deux mandats en tant qu'adjointe, est l'une des quatre candidats en lice pour le siège de maire. Elle est soutenue par LREM et le Parti animaliste.

▶ DAMIEN GUIMIER

Adjointe à l'éducation depuis deux mandats, Anne-Claire Frémont (SE) sera candidate à la mairie des Clayes-sous-Bois en mars prochain. La tête de la liste sans étiquette « *Les Clayes-sous-Bois, c'est vous !* » souhaite prendre la suite de la maire sortante, Véronique Coté-Millard (UDI), qui avait déjà annoncé ne pas se représenter après trois mandats. Si Anne-Claire Frémont a officialisé sa candidature en septembre 2019, elle explique que la maire lui a demandé si elle était intéressée pour prendre la suite il y a environ deux ans.

« *[...] J'ai décidé de me lancer dans un engagement citoyen et non politique, un engagement de terrain et de projets* », raconte l'adjointe à l'éducation, habitante des Clayes-sous-Bois depuis 35 ans et sapeur-pompier professionnelle. Elle mènera une liste sans étiquette, qui a reçu le soutien de LREM dès octobre 2019 et il y a quelques jours du Parti animaliste.

Soutenue par LREM et le Parti animaliste

S'inscrivant dans la continuité de la majorité, Anne-Claire Frémont se dit « *très fière de notre bilan* » : « *Je pense que depuis trois mandats, on a vu la ville changer et se transformer positivement.* » Pour la suite, la tête de liste « *Les Clayes-sous-bois, c'est vous !* » a déjà défini les axes prioritaires de son programme, voulu comme « *ambitieux mais réaliste* », construit à partir de « *plus de 250 idées et attentes des Clétiens* » réunies depuis septembre.

LA GAZETTE DE SQY

« *J'ai décidé de me lancer dans un engagement citoyen et non politique, un engagement de terrain et de projets* », affirme Anne-Claire Frémont (SE).

En point central, figure l'environnement, comme dans les programmes de tous les candidats, déclinés dans « *quasiment toutes nos thématiques* », indique la candidate. « *Ça se retrouve dans la mobilité en privilégiant les circulations douces, dans les animations, au niveau des services municipaux, dans le PLU, favoriser les circuits courts, etc.* », poursuit Anne-Claire Frémont. Elle estime que l'échelon local peut jouer son rôle dans la question environnementale : « *Contrairement à il y a six ans, les gens sont prêts à changer leurs habitudes et leurs automatismes pour la planète.* » L'adjointe à l'éducation affiche également le souhait « *de recréer du lien et du vivre-ensemble dans notre ville* », notamment en « *développant l'intergénérationnel* », de « *terminer* » la réhabilitation des bâtiments publics, ou encore d'améliorer la communication de la municipalité afin « *que les Clétiens sachent ce qui est fait, ce qui est proposé, quand il y a des travaux...* ». Sans oublier les questions de sécurité, de social et santé, d'enfance, de culture, qui figurent logiquement dans son programme dévoilé fin janvier.

« Recréer du vivre-ensemble »

La liste « *Les Clayes-sous-Bois, c'est vous !* » est déjà complète et compte des « *profils différents et aux compétences complémentaires* », « *représentatifs de notre ville* », souligne Anne-Claire Frémont. Elle compte également une dizaine d'élus de l'actuelle majorité. Pendant cette campagne, elle se retrouve face à un autre membre de la majorité, l'actuel premier adjoint Philippe Guiguen (DVD), à l'élu d'opposition Nicolas Hue (DVG), ainsi qu'à Stéphanie Jamain (SE). ■

FAITS DIVERS SÉCURITÉ

▶ FARAH SADALLAH

Trappes
Il surprend les cambrioleurs et les menace avec une fausse arme

Trois hommes, âgés entre 19 et 26 ans, ont tenté de cambrioler un domicile le soir du 1er février à Trappes. Mais le résident les a pris la main dans le sac et quelle n'a pas été leur surprise quand ce dernier les a menacés avec une arme de poing. Les tenant en joue, l'homme, âgé de 39 ans, a prévenu la police. Celle-ci a interpellé les trois voleurs, qui ont déclaré avoir été menacés avec une arme. Celle-ci était en réalité factice. Le résident l'a remise aux policiers. Il a tout de même été conduit au commissariat. ■

Villepreux
Deux adolescents attaqués en pleine rue

Une bande de quatre mineurs ont voulu voler deux adolescents qui se baladaient dans les rues de Villepreux le 1er février. Mais ces derniers ont réussi à les faire fuir.

Deux jeunes de 15 ans se baladaient dans les rues de Villeupreux le 1er février quand quatre adolescents du même âge les ont abordés. « *Au début, ils leur ont demandé s'ils avaient du chit pour rouler un joint* », raconte une source proche de l'enquête. Mais les deux amis n'en avaient pas et ont passé leur chemin.

La bande de quatre les a rattrapés et ils sont devenus plus agressifs. « *Ils leur ont dit : alors maintenant vous videz vos poches* », poursuit cette même source. Ils les ont séparés pour mieux les fouiller. Mais le premier avait un portable trop vieux à leur goût, alors ils ont pris l'autre adolescent à partie. Son ami est venu en renfort pour le défendre. N'arrivant pas à leurs fins, le groupe de voleurs a fini par prendre la fuite.

Les deux amis ont prévenu la police. Trois des quatre membres du groupe ont pu être interpellés. Ils ont été placés en garde à vue et celle-ci a depuis été levée. « *Ils n'ont reconnu que partiellement les faits. Une enquête est en cours pour retrouver le quatrième* », affirme une source policière. ■

Guyancourt Mystérieuse mort d'une centenaire, sa petite-fille suspectée

Au sein de l'Ehpad des Saules à Guyancourt, une centenaire a été retrouvée inanimée dans sa chambre le 1er février. Sa petite-fille était venue lui rendre visite le jour même.

ILLUSTRATION/LA GAZETTE DE SQY

Immédiatement suspectée d'homicide, cette femme, âgée d'une cinquantaine d'années et habitant à Saint-Quentin-en-Yvelines, a été arrêtée et placée en garde à vue, révèle *Le Parisien*.

Une femme de 104 ans a été retrouvée morte le 2 février dans sa chambre à l'Ehpad des Saules de Guyancourt, un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes. Selon les informations du *Parisien*, sa mort serait survenue suite au débranchement de son appareil d'assistance respiratoire.

Débranchement de son appareil d'assistance respiratoire

Lorsque les membres du personnel de la maison de retraite l'ont découverte, ils ont prévenu les forces de l'ordre. Pendant leur enquête, ces derniers ont découvert que la petite-fille de la centenaire était venue lui rendre visite le jour même.

Immédiatement soupçonnée d'homicide, cette femme, âgée d'une cinquantaine d'années et habitant à Saint-Quentin-en-Yvelines, a été arrêtée et placée en garde à vue, révèle *Le Parisien*. Le corps de la vieille femme sera autopsié pour déterminer les causes de son décès. Selon le quotidien francilien, ses jours n'étaient pas à priori en danger. Une enquête est en cours. ■

Trappes
L'employé d'un garage volait et revendait des pièces automobiles sur Leboncoin

Un homme a été arrêté le 28 janvier pour avoir volé et revendu des pièces automobiles sur Leboncoin. Il s'approvisionnait dans un garage à Trappes entre octobre 2018 et décembre 2019.

L'affaire remonte au 23 octobre 2019, lorsque le gérant d'un garage à Trappes a déposé plainte contre l'un de ses employés. Celui-ci lui dérobait des pièces détachées neuves ou usagées mais réparables. Cet homme, âgé de 41 ans et habitant Maurepas, a finalement été interpellé le 28 janvier 2020.

Capots, radiateurs, pare-chocs, jantes

Le gérant l'a surpris à plusieurs reprises chargeant son véhicule personnel avec des pièces détachées, qu'il revendait ensuite sur Leboncoin. Les enquêteurs ont retrouvé 351 annonces de vente de pièces automobiles sur le site d'annonces commerciales, entre octobre 2018 et décembre 2019. Ses comptes bancaires ont également dévoilé un solde créditeur passant de 6 000 euros à 50 000 euros sur la même période.

Interpellé sur son lieu de travail, la police a fouillé son véhicule. Elle y a trouvé des pièces neuves et usagées, que le gérant du garage a reconnues comme appartenant à sa société. Son domicile a également été perquisitionné et les enquêteurs ont mis la main sur de nombreux accessoires automobiles, retrouvés dans son jardin : capots, radiateurs, pare-chocs, jantes. Ces derniers appartenaient encore une fois au garage.

Le Maurepasien a reconnu avoir récupéré les pièces sur son lieu de travail, mais il a nié les avoir volées. Selon lui, elles étaient vouées à être jetées. ■

Guyancourt Un Guyancourtois a failli être enlevé

Un restaurateur parisien, vivant à Guyancourt, a manqué de peu de se faire enlever dans la nuit du 29 au 30 janvier, alors qu'il rentrait chez lui.

On lui aurait tendu un piège. Un homme, âgé de 37 ans a été victime d'une tentative d'enlèvement près de chez lui à Guyancourt, dans la nuit du 29 au 30 janvier 2020. Patron d'un kebab dans le 17e arrondissement de Paris, il rentrait à son domicile, quand il a aperçu sur la chaussée quelque chose qui bloquait le passage, comme le raconte *78actu*.

Il est descendu de sa voiture pour dégager la voie. C'est à ce moment-là que deux autres véhicules ont surgi. Quatre hommes, habillés en noir, cagoulés et gantés en sont sortis pour le frapper et tenter de l'attacher afin de le mettre dans l'un de leurs coffres. Heureusement, le trentenaire a réussi à s'échapper et à rentrer chez lui. C'est sa femme qui a prévenu la police. Mais les kidnappeurs ont eu le temps de s'échapper. Ils en ont profité pour voler sa voiture. Elle a été retrouvée brûlée, à Jouy-en-Josas, une heure plus tard, selon *78actu*. Le restaurateur a quant à lui été conduit à l'hôpital. Il présentait des blessures sérieuses au visage. Une enquête est en cours. ■

Plaisir Il escroque Ikea et Leroy Merlin pour payer ses dettes

Un homme a été interpellé le 26 janvier 2020 au magasin Ikea à Plaisir, alors qu'il venait de faire des achats avec de faux chèques. Il avait déjà fraudé dans d'autres enseignes comme Leroy Merlin.

Le total de toutes ses fraudes s'élève à 30 000 euros. Un homme a été arrêté le 26 janvier 2020 au magasin Ikea de Plaisir, pour avoir payé six commandes à l'aide de six faux chèques et d'une fausse pièce d'identité. La police a découvert qu'il était à l'origine d'autres achats similaires. Lors de la perquisition de son domicile à Pantin (93), ont été retrouvés 1 000 euros en liquide et une vingtaine de tickets de caisse, provenant d'achats frauduleux, réalisés dans plusieurs Ikea et Leroy Merlin en Île-de-France.

Le fraudeur a avoué les faits. Il s'est justifié en affirmant devoir rembourser des dettes. Les personnes, à qui il devait de l'argent, le contactaient sur WhatsApp et lui donnaient de faux chèques et de faux documents. Il devait ensuite réaliser les opérations illégales. En échange de quoi, il voyait sa dette diminuée de 200 euros, à chaque transaction réussie. L'homme n'a néanmoins pas voulu révéler les noms de ses donneurs d'ordre, indique *Le Parisien*. Une enquête est en cours. ■

SQY Il volait à chaque fois les autoradios des voitures

Un homme a été arrêté le 29 janvier à Guyancourt, après avoir été trahi par son ADN retrouvé dans plusieurs voitures dégradées. Il est soupçonné d'avoir volé plusieurs autoradios.

ILLUSTRATION/LA GAZETTE DE SQY

Le voleur ne s'est pas arrêté là. Dans la nuit du 4 au 5 octobre 2018 à Élancourt et Maurepas, 11 voitures ont été dégradées selon le même mode opératoire.

Seuls les autoradios semblaient l'intéresser. Un homme âgé de 28 ans a été interpellé le 29 janvier 2020, à Guyancourt. Il est soupçonné d'avoir dégradé de nombreuses voitures et d'y avoir dérobé leurs autoradios.

Dans la nuit du 18 au 19 juin 2018 à Élancourt, un homme a brisé la vitre d'une voiture. Il a volé plusieurs objets dont l'autoradio. Une trace de sang a été retrouvée sur la poignée intérieure côté passager. Suite aux analyses, le présumé voleur a pu être identifié. La police a également fait le rapprochement avec dix autres plaintes pour vols similaires, réalisés la même nuit dans le quartier des Nouveaux horizons.

Le voleur ne s'est pas arrêté là. Dans la nuit du 4 au 5 octobre 2018 à Élancourt et Maurepas, 11 voitures ont été dégradées selon le même mode opératoire. Néanmoins l'une des victimes l'a surpris dans son véhicule, mais l'homme a réussi à prendre la fuite. Encore une fois, une trace de sang lui appartenant a été retrouvée.

Lors de son arrestation fin janvier, le présumé voleur a nié les faits et n'expliquait pas la présence à deux reprises de son ADN dans les véhicules dégradés. ■

PUBLI REPORTAGE

Le Département, aux commandes du nettoiement de la « *mer des déchets* »

Depuis le mois de janvier, le Conseil départemental a sécurisé l'accès à une parcelle d'environ 4 hectares de la « *mer des déchets* » à Carrières-sous-Poissy afin d'en commencer le nettoyage.

Longtemps laissée à l'abandon et à la merci des dépôts sauvages, l'ancienne plaine maraîchère, appelée Boucle de Chanteloup, située à cheval sur les communes de Carrières-sous-Poissy, Triel-sur-Seine, Chanteloup-les-Vignes et Andrésy fait l'objet d'une attention particulière en ce début d'année. Mi-janvier, une clôture de trois kilomètres linéaires a été apposée dès l'entrée du Chemin vert, marquant l'entrée du site.

Ce premier aménagement est la volonté du Département d'agir et d'accompagner les initiatives locales en faveur de l'environnement, et du cadre de vie. Il constitue également une première étape dans la réhabilitation de cette plaine polluée de 330 ha qui a servi de champ d'épandage des eaux usées de la ville de Paris.

NICOLAS DUPREY / CD 78

Lors d'un déplacement au sein de cette immense décharge sauvage, le 4 novembre dernier, la secrétaire d'État à la transition écologique Brune Poirson avait indiqué dans *Le Parisien* vouloir développer les points de collectes dédiés aux déchets de chantier et renforcer les pouvoirs des collectivités, en les autorisant à saisir les véhicules des contrevenants.

Sept mille tonnes de déchets

La terre de la Boucle de Chanteloup filtrait ainsi les eaux usées pour enrichir la terre pour les cultures maraîchères. Mais depuis le 31 mars 2000, un arrêté préfectoral interdit la production de plantes légumières et aromatiques sur l'ensemble de cette plaine. Au terme d'une importante opération de nettoiement sur l'ensemble de la plaine, un projet d'aménagement mêlant les aspects paysagers, environnementaux et économiques devrait voir le jour durant les prochaines années.

Petit à petit devenue le lieu de dépose de déchets sauvages, l'ancienne plaine maraîchère comprend notamment la très médiatique « *mer des déchets* » sur une surface de 40 ha. Durant plusieurs mois, le Département prendra ainsi à sa charge les coûts de nettoiement d'une première parcelle de la « *mer des déchets* », d'environ 4 ha mais y concentrant à elle seule 65 % des déchets, soit environ 7 000 tonnes où s'amoncellent déchets issus du bâtiment, déchets verts, pièces et composants électroniques, pneumatiques et pièces automobiles.

« *La situation n'est plus tenable ni tolérable pour personne*, martèle le président du Département des Yvelines Pierre Bédier de la nécessité de ce nettoiement. *Pendant que tout le monde se renvoie la balle, des individus continuent de déverser leurs gravats illégalement et en toute impunité. Il nous fallait agir au plus vite pour endiguer ce phénomène. Il en va de notre engagement à défendre des Yvelines plus écologiquement responsables et de l'héritage que nous souhaitons laisser aux générations futures.* »

Lors d'un déplacement au sein de cette immense décharge sauvage, le 4 novembre dernier, la secrétaire d'État à la transition écologique Brune Poirson avait indiqué dans *Le Parisien* vouloir développer les points de collectes dédiés aux déchets de chantier et renforcer les pouvoirs des collectivités, en les autorisant à saisir les véhicules des contrevenants. « *Le projet de loi anti-gaspillage propose de renforcer les pouvoirs de police du maire et les sanctions. Par ailleurs nous allons permettre la généralisation de l'usage de la vidéosurveillance* », explique-t-elle au site internet Yvelines-infos.

« Des Yvelines plus écologiquement responsables »

Justement, dans le cadre de ce premier nettoyage, un dispositif de vidéosurveillance aérienne et de gardiennage sécurisera le site 24 h/24. Dès le mois de mars, le Chemin vert sera transformé en base de vie et centralisera les opérations liées au nettoyage et à l'enlèvement des déchets. Un tapis de tri sera notamment installé par l'entreprise Picheta, et le tri des déchets sera opéré en deux temps.

Les employés spécialisés écarteront tout d'abord tout déchet considéré comme dangereux avant de les déposer sur un tapis de tri muni de cabines afin que chaque déchet soit traité de manière vertueuse dans des zones de stockage spécifique avant d'être évacués vers des centres de traitement approprié. Un partenariat a été conclu entre l'entreprise et l'agence interdépartementale d'insertion professionnelle ActivitY, pour que des Yvelinois éloignés du marché de l'emploi soient formés et puissent occuper les postes d'opérateurs.

En parallèle se pose la question du devenir du site. Un comité de pilotage mis en place au printemps dernier et rassemblant élus, communes, communauté urbaine Grand Paris Seine et Oise, Département, Région et Etat a désigné l'Etablissement public d'aménagement du Mantois Seine aval (Epamsa) comme aménageur en charge du projet de réhabilitation.

Un appel à manifestation d'intérêt (AMI) a été lancé mi-octobre, à destination de groupes pluridisciplinaires composés d'un porteur de projet, d'un paysagiste-urbaniste et d'un écologue. Son lauréat devrait être connu dans quelques mois, à la fin du mois de mai prochain. « *Nous veillerons à ce que le projet choisi permette un réaménagement global de la plaine. Cela permettra notamment aux habitants de se réapproprier ce territoire* », précise Denis Courtot, directeur de l'Aménagement et du Développement de l'Epamsa à Yvelines-infos.fr, des objectifs de cet AMI.

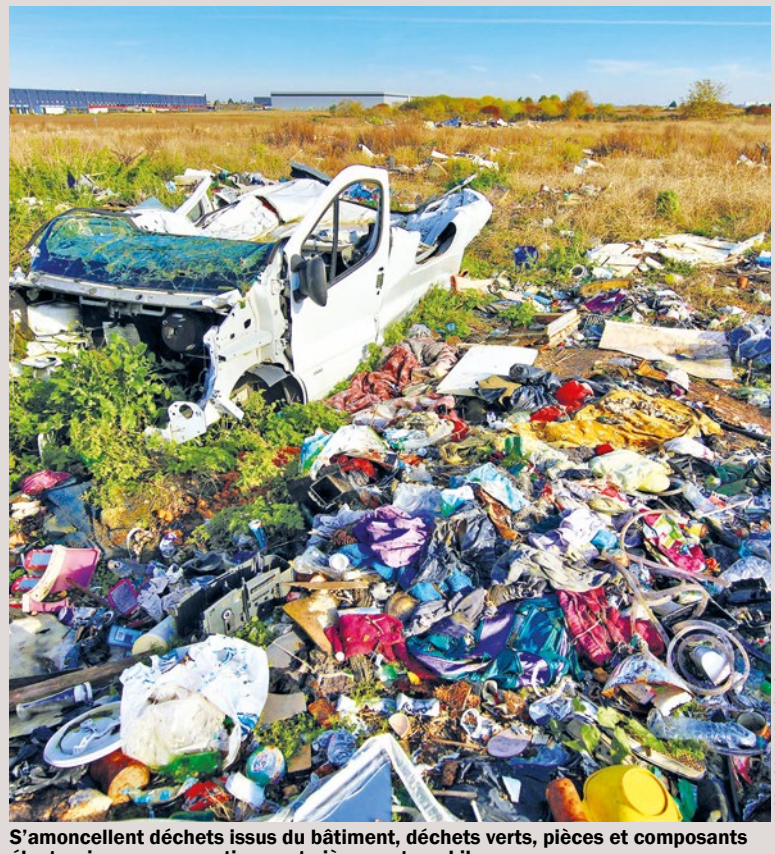
NICOLAS DUPREY / CD 78

« *La situation n'est plus tenable ni tolérable pour personne,* martèle le président du Département des Yvelines Pierre Bédier de la nécessité de ce nettoiement. *Pendant que tout le monde se renvoie la balle, des individus continuent de déverser leurs gravats illégalement et en toute impunité* ».

« Se réapproprier le territoire »

À l'occasion de la désignation de l'Epamsa en tant qu'aménageur, lors du conseil communautaire du 11 avril dernier, le président du Conseil départemental avait ajouté la volonté des acteurs institutionnels d'avancer dans le dossier : « *L'opération ne peut pas consister simplement à enlever les déchets, il faut trouver un usage durable, un usage rentable à ces terrains* […] *Nous sommes au début d'un processus qui sera long, qui sera compliqué, mais nous sommes enfin au début d'un processus.* »

Plus récemment, le président de la communauté urbaine Grand Paris Seine et Oise, Philippe Tautou, confiait : « *On a reçu les différents candidats,* […] *on a commencé à faire une sélection.* » Plusieurs hypothèses avaient déjà été avancées lors d'un colloque dédié en juin 2018 : Centrale photovoltaïque, culture du miscanthus, mais aussi création d'une filière d'agriculture de circuit court utilisant la chaleur issue de l'incinérateur Azalys pour chauffer les serres. Le site internet Yvelines-infos évoque également « *une réserve de biodiversité, d'un parc forestier* […], *une centrale de biométhanisation* ». Mais une chose est sûre pour le Département des Yvelines, « *aucune construction n'aura lieu sur la zone qui restera avant tout un espace naturel* ». ■



NICOLAS DUPREY / CD 78

S'amoncellent déchets issus du bâtiment, déchets verts, pièces et composants électroniques, pneumatiques et pièces automobiles.

SPORT

▶ ALEXIS CIMOLINO

Baseball
Un stage de détection de l'équipe de France féminine à Montigny

Le stade Jean Maréchal de Montigny-le-Bretonneux, accueillera du 8 au 11 février un stage servant de détection à l'équipe de France féminine de baseball, sacrée championne d'Europe l'année dernière, et qui disputera pour la première fois le Mondial en septembre.

Aux côtés des entraîneurs des Bleues, la star de la sélection japonaise Ayami Sato, sextuple championne du monde et triple MVP de la Coupe du monde, ainsi que Akiko Shimura, la manager de l'équipe nippone, feront aussi partie de l'encadrement du stage, dans le cadre d'un partenariat entre la Fédération française et son homologue japonaise. Le stage est ouvert à toute licenciée âgée de 15 ans ou plus. Renseignements et inscriptions sur ffbs.fr. ■

Cyclisme Une journée pour promouvoir le cyclisme féminin au Vélodrome national

Cette journée a eu lieu samedi 1er février. En présence de la ministre des sports, la Fédération a évoqué son plan pour développer le cyclisme féminin et organisé des baptêmes sur piste.

Dans toute la France, le week-end des 1er et 2 février était consacré au sport féminin. Intitulée « *Sport féminin toujours* », cette opération, dont c'était la 3e édition, est organisée par le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) et le ministère des sports, qui indique sur son site internet qu'elle a pour but « *d'inciter les médias […] à intégrer plus de retransmissions sportives, mais aussi plus de sujets, émissions et interviews consacrés au sport féminin et aux actrices du milieu sportif en général* ».

> « ***Un moment de convivialité que l'on veut offrir aux femmes*** »

LA GAZETTE DE SQY

La ministre des sports Roxana Maracineanu était notamment présente lors de cette journée « *Vivre vélo au féminin* », samedi 1er février au Vélodrome national de Saint-Quentin-en-Yvelines.

Dans ce cadre, différentes opérations sont également menées par les fédérations. La Fédération française de cyclisme (FFC) organisait, le 1er février au Vélodrome national de SQY, une journée de promotion du cyclisme féminin, s'inscrivant dans son opération Vivre vélo au féminin, lancée en 2015. « *On travaille fortement pour rattraper le terrain perdu, qui est tout le développement du cyclisme féminin* », a déclaré Michel Callot, président de la FFC, ajoutant que cette opération « *permet d'élargir le spectre de nos activités pour renforcer un public beaucoup plus large* ».

Dans le cadre de ce « *plan de féminisation ambitieux et moderne* », la fédération « *initie de grands rassemblements pour toutes les femmes quel que soit leur niveau de pratique* » et organise « *des opérations de découverte à travers des stages 100 % filles* » afin de « *modifier l'image du cyclisme féminin, de répondre à la demande sociale et d'agir sur les mentalités sur la thématique de la mixité dans notre sport* », peut-on lire sur le communiqué de la FFC. « *On a plusieurs axes dont celui de l'ouverture à des non licenciées pour venir découvrir la piste,* complète Marie-Françoise Potereau, vice-présidente de la FFC en charge de la féminisation. *C'est un moment de convivialité que l'on veut offrir aux femmes, en leur disant "C'est possible que vous puissiez faire de la piste, que vous puissiez venir, prendre une heure pour vous, …".* »

Une dizaine d'ambassadrices ont aussi été présentées lors de cette journée au Vélodrome national. Il s'agit de licenciées à la FFC, affectées à différentes régions, et qui devront organiser des sorties cyclistes pour les femmes. Parmi ces ambassadrices, on retrouve notamment les anciennes pistardes de haut niveau Laurie Berthon et Pascale Jeuland, retraitées depuis l'année dernière.

Dans le cadre de cette initiative, la FFC s'est associée à différents partenaires, notamment l'association Cassiopeea, aidant les femmes qui ont été atteintes d'un cancer à reprendre confiance à travers la pratique sportive. La ministre des sports Roxana Maracineanu était également présente pour l'occasion et s'est essayée à quelques tours de piste. « *Laisser dans les équipements, dans la politique sportive et dans la vitrine médiatique plus de place aux femmes et au sport féminin, c'est aussi parler de la femme dans la société et faire qu'au travers de la vitrine et les bienfaits que procure le sport, la femme puisse avoir une voix plus forte dans la société et être plus entendue* », a-t-elle notamment déclaré avant cela, saluant le plan de féminisation de la FFC, qui fait savoir dans un communiqué avoir recensé « *près de 12 000 licenciées femmes* » l'année dernière, soit environ « *10 % de ses licenciées* ». Et entend donc bien augmenter cette part. ■

La Gazette
Saint-Quentin-en-Yvelines
Hebdomadaire gratuit d'informations locales
En 2020, profitez d'une
visibilité optimale
auprès d'un large lectorat hebdomadaire.
SQY
Contact : pub@lagazette-sqy.fr
La Gazette de Saint-Quentin-en-Yvelines
12, avenue des Prés - 78180 Montigny-le-Bretonneux

La Gazette
Saint-Quentin-en-Yvelines
Hebdomadaire gratuit d'informations locales

offrez une meilleure visibilité à votre marque

DÉCOUVREZ NOS PAGES

ACTUALITÉS
FAITS DIVERS
CULTURE
SPORT

Et profitez d'une visibilité optimale auprès d'un large lectorat hebdomadaire.

Contact : pub@lagazette-sqy.fr
La Gazette de Saint-Quentin-en-Yvelines 12, avenue des Prés 78180 Montigny-le-Bretonneux

SQY

CULTURE LOISIRS

▶ ALEXIS CIMOLINO

Maurepas Un groupe saint-quentinois reprend les plus grands classiques du rock

Woodrock, groupe de rock composé de cinq musiciens seniors amateurs résidant tous à SQY, tient un concert ce samedi 8 février de 21 h à minuit au bar Le social à Maurepas. « *Nous répétons à L'Estaminet à Magny-les-Hameaux les jeudis soir de 20 h à 23 h*, précise Gérard Maury, bassite du groupe. *Ensemble depuis cinq années, nous jouons des reprises des grands classiques du Rock des années 1960 à 1980… Led Zeppelin, the Who, the Beatles, the Rolling Stones, AC/DC, ZZ Top, Scorpions, etc. Nous nous produisons régulièrement dans la région.* » Renseignements au 06 50 10 54 08. ■

Montigny L'ex-leader des Gipsy Kings à la ferme du Manet ce vendredi

Chico, ex-leader et fondateur du célèbre groupe les Gipsy Kings, en 1978, se produira ce vendredi 7 février à 20 h 30 à la ferme du Manet, à Montigny-le-Bretonneux, avec son groupe Chico & the Gypsies. Un groupe qu'il avait fondé en 1992 après sa séparation d'avec Les Gipsy Kings, et avec lequel il a repris les succès planétaires du groupe d'origine, tels que *Bamboleo* ou *Djobi Djoba*. Le public ignymontain pourra ainsi se remettre dans l'ambiance de ces sonorités gitanes, mélangeant la pop, le flamenco et diverses musiques latines, et qui ont valu 30 disques d'or et dix disques de platine aux Gipsy Kings. Le tarif des places va de 33,80 euros à 46,30 euros, réservations sur digitick.com. ■

Voisins Un spectacle de fables familial et clownesque

Un « *spectacle visuel, participatif et intergénérationnel à partir de 4 ans jusqu'à 102 ans* », évoque le centre Alfred de Vigny. L'établissement vicinois accueille le 12 février de 16 h 30 à 17 h 30 un spectacle intitulé *Tombé sur un livre*. Cette « *invitation au cœur des pages de la forêt légendaire* » évoque l'histoire d' « *un clown innocent* », Pataruc, qui est « *avalé par un livre ; une aventure initiatique l'attend* », indique le synopsis du spectacle. Les prix des places vont de 3 à 8 euros, renseignements sur chezalfred.info. ■

Guyancourt
Les Négresses vertes à la Batterie ce vendredi

Le mythique groupe de rock français y fait étape dans le cadre de sa tournée célébrant l'anniversaire de son premier album, *Mlah*.

LUCMANAGO2018

Le groupe Les Négresses vertes sera à la Batterie, à Guyancourt, ce vendredi à partir de 21 h.

Les Négresses vertes, groupe mythique du rock français fondé en 1987, sera de passage dans la Grande salle de la Batterie, à Guyancourt, le 7 février. Le groupe y fera étape dans le cadre de sa tournée fêtant les 30 ans de *Mlah*, son premier album, sorti en 1988. Ce Mlah tour a été entamé en 2018, 17 ans après la séparation du groupe.

Quartet jazz mené par un pianiste vicinois à l'auditorium

Le même soir, la Batterie accueille aussi le duo DjeuhDjoah & Lieutenant Nicholson, et leurs morceaux entre funk, et mélodies « *afropéennes et jazzy* », développe la description du concert. La soirée musicale débute à 21 h, les prix des places, pour les deux concerts, vont de 14,50 euros à 29 euros, réservations sur kiosq.sqy.fr.

Pour les amateurs de jazz, rendez-vous le même soir, à partir de 20 h 30, dans l'auditorium de la Batterie. Le pianiste vicinois Stephen Binet, entouré d'un quartet composé de contrebasse, saxophone alto et batterie, proposera un « *répertoire constitué de compositions personnelles* », indique la description de l'événement. Chacune d'entre elles s'accompagnera de « *la projection d'une œuvre picturale réalisée d'un seul jet à son écoute par l'artiste-peintre Fatema Binet Ouakka, la mère du musicien* ». Les tarifs vont de 8 à 16 euros la place, réservations sur kiosq.sqy.fr. ■

Trappes La référence du fado débarque à la Merise

Ana Moura qui s'est produite dans le monde entier et chanté avec certains des plus grands noms de la scène internationale, sera à Trappes ce vendredi 7 février.

La Merise, à Trappes, accueille le 7 février à 20 h 30 le concert d'Ana Moura. La chanteuse de 40 ans est considérée comme la référence actuelle du fado, contribuant à faire rayonner cette musique traditionnelle portugaise à l'international. L'artiste lusitanienne s'est ainsi produite aux quatre coins du globe (France, Belgique, Allemagne, Espagne, Pays-Bas, Chine, États-Unis) et a chanté avec les plus grands noms de la musique, comme Mick Jagger ou Prince. C'est d'ailleurs dans un groupe de rock qu'Ana Moura a commencé sa carrière, avant que la passion du fado prenne le dessus.

À son actif, notamment, six albums studio, dont l'un, *Para além da saudade*, sorti en 2007, est devenu disque de platine, s'écoulant à plus de 20 000 exemplaires.

« Il n'y a pas de voix de fado comme celle d'Ana Moura »

« *Il n'y a pas de voix de fado comme celle d'Ana Moura*, peut-on lire sur le site internet officiel de l'artiste. *Une voix qui traverse librement la tradition, mais qui prend aussi le temps de flirter avec élégance avec la musique pop […]. Mais ce qui la distingue vraiment, […] c'est son habileté à transformer instantanément en fado toute mélodie à laquelle elle prête sa voix.* » Les prix des places vont de 12 à 27 euros, réservations sur kiosq.sqy.fr. ■

Montigny-le-Bretonneux
Cendrillon se réinvente dans un ballet au théâtre de SQY

Le célèbre conte de Charles Perrault est réadapté dans une chorégraphie les vendredi 7 et samedi 8 février.

Cendrillon, le conte de Charles Perrault datant de 1697, a connu de nombreuses adaptations, dont le film d'animation de Walt Disney, qui reste la plus célèbre d'entre elles. Mais l'histoire de la jeune orpheline de mère à la pantoufle de verre est aussi transposée dans un spectacle de danse créé en 1999 et mis en scène par Jean-Christophe Maillot et joué les 7 et 8 février au Théâtre de SQY (TSQY), à Montigny-le-Bretonneux.

Sur scène, on retrouve les 50 danseurs des Ballets de Monte-Carlo, sur une musique de Sergueï Prokofiev. Ce ballet néoclassique « *étoffe* » le conte de Charles Perrault d'une « *réflexion sur le souvenir des personnes disparues et adopte une esthétique très stylisée aux accents symboliques* », indique le TSQY sur son site internet, ajoutant que la « *simplicité* » de la scénographie d'Ernest Pignon-Ernest contraste avec « *la sophistication* » des costumes dessinés par Jérôme Kaplan. Plusieurs séances sont programmées : le 7 février à 20 h 30 et le 8 février à 15 h et 20 h 30. Il reste des places pour certaines d'entre elles, en balcon au prix de 22 euros. Réservations sur kiosq.sqy.fr. ■

Plaisir L'histoire du rock racontée à l'espace Coluche

Les quatre musiciens de *Litle rock story* tiennent ce lundi 10 février un concert ludique et plein d'imprévus où ils retracent 70 ans d'histoire du rock en en jouant des titres mythiques.

Little rock stroy. C'est le nom du spectacle qui se tient au Théâtre espace Coluche, à Plaisir, le 10 février à 15 h 30. Ce concert ludique et jeune public, déjà de passage à Élancourt le 25 janvier, revient à SQY et retrace de manière originale 70 ans d'histoire du rock.

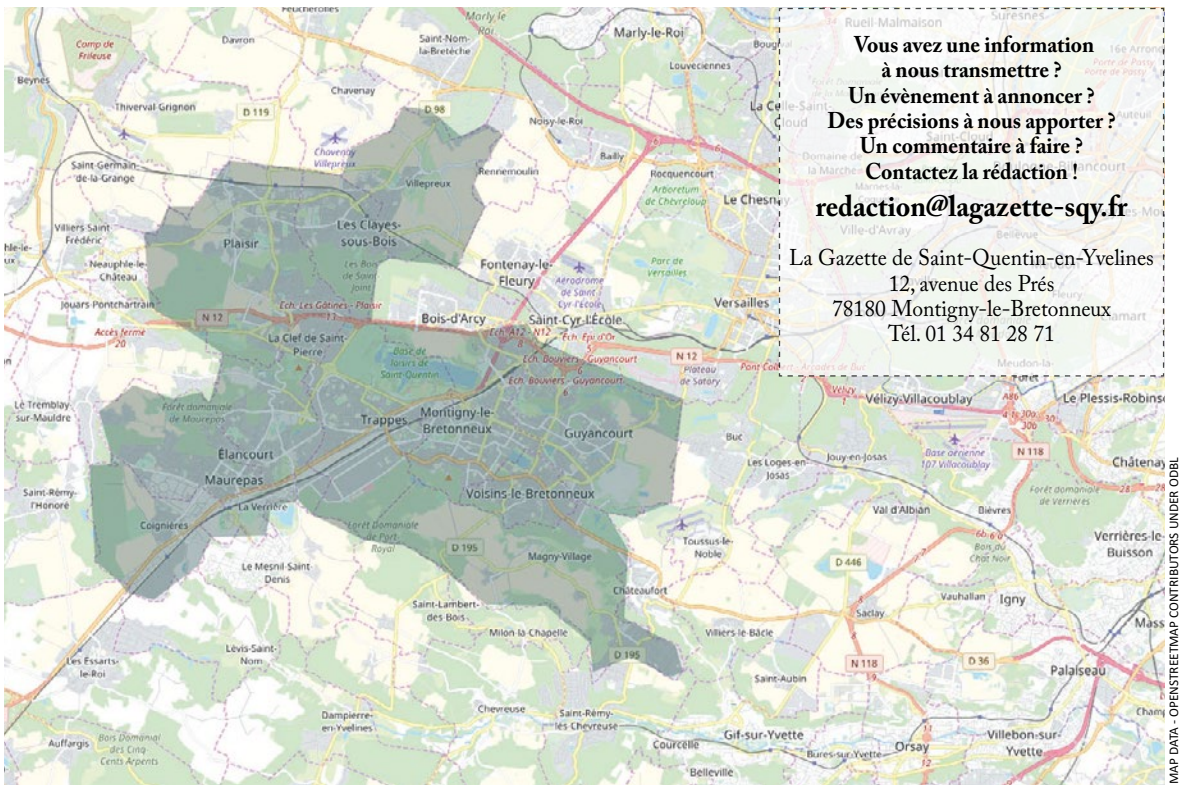
« *On raconte depuis ses origines, le blues acoustique, jusqu'à nos jours,* explique Claude Whipple dans la vidéo teaser de l'événement, guitariste et chanteur du groupe. *Parler de ces 70 ans, […] c'est vraiment avoir un aperçu général d'un chemin, d'un itinéraire. Ce qui est important, c'est plus des sensations et des images, que de la connaissance, et de créer une envie, une amorce, d'initier les publics à ce qu'est l'énergie d'un concert.* » Avec lui, Nicolas Liesnard à la guitare et au clavier, Vincent Benoist à la basse, et Roman Piot à la batterie, vont revisiter les plus grands groupes de rock, comme ACDC, les Beatles, les Rolling Stones ou encore Metallica. Mais ils vont se retrouver perturbés par un dénommé Robertson, « *trublion virtuel témoin des différentes époques, qui apparaît et disparaît comme bon lui semble* », indique la description du concert. « *C'est à la fois mon allié et mon empêcheur de tourner en rond* », précise Claude Whipple. Le prix d'entrée s'élève à 10 euros, réservations sur kiosq.sqy.fr. ■

Voisins-le-Bretonneux
Exposition de peintures, gravures et céramiques à l'espace Decauville

Brigitte Banet, peintre et céramiste, et Jocelyne Briselet, peintre et graveuse, exposeront leurs créations du 8 au 16 février.

Ce samedi 8 février, s'ouvre à l'espace Decauville, à Voisins-le-Bretonneux, une exposition des œuvres de Brigitte Banet et Jocelyne Briselet. La première, peintre et céramiste, « *est une experte reconnue dans la technique du Raku* » et « *fait passer l'épreuve du feu à de grandes coupes, empreintes de calebasses et de vanneries rapportées d'Afrique et d'Asie, grandes jarres montées au colombin, plumes et ailes, grenades ou fruits géants* », comme indiqué sur le site internet de la Ville. Aujourd'hui, sa recherche se tourne « *vers le grès de haute température, la porcelaine et le Kintsugi* », affirme l'artiste dans des propos rapportés sur le site internet municipal.

Jocelyne Briselet, peintre et graveuse, revisite quant à elle « *l'histoire de la peinture occidentale à travers son travail de peinture et de gravure, avec du respect, de l'humour et parfois de l' ironie* » et s'appuie sur différentes techniques comme des « *empreintes d'emballages plastiques* », « *des pochoirs* » ou des « *objets de consommation courante* », peut-on également lire sur voisins78.fr. L'exposition dure jusqu'au 16 février. Entrée libre, renseignements au 06 37 28 70 24. ■



MAP DATA - OPENSTREETMAP CONTRIBUTORS UNDER ODBL

Vous avez une information à nous transmettre ?
Un évènement à annoncer ?
Des précisions à nous apporter ?
Un commentaire à faire ?
Contactez la rédaction !

redaction@lagazette-sqy.fr

La Gazette de Saint-Quentin-en-Yvelines
12, avenue des Prés
78180 Montigny-le-Bretonneux
Tél. 01 34 81 28 71

La Gazette Saint-Quentin-en-Yvelines

Rédacteur en Chef :
Damien Guimier
damien.guimier@lagazette-sqy.fr

Actualités, sport, culture :
Alexis Cimolino
alexis.cimolino@lagazette-sqy.fr

Actualités, faits divers :
Farah Sadallah
farah.sadallah@lagazette-sqy.fr

Directeur de la publication, éditeur :
Lahbib Eddaouidi
le@lagazette-yvelines.fr

Publicité :
Lahbib Eddaouidi
pub@lagazette-sqy.fr

Conception graphique :
Mélanie Carvalho
melanie.carvalho@lagazette-sqy.fr

Imprimeur : Paris Offset Print, 30, rue Raspail 93120 La Courneuve

ISSN : 2646-3733 - Dépôt légal : 02-2020 - Edité par *La Gazette de Saint-Quentin-en-Yvelines*, société par actions simplifiée. Adresse : 9, rue des Valmonts 78180 Mantes-la-Ville.

JEUX

SUDOKU : niveau moyen

				5	3		1	
	2	1		8			7	
7	5	6	1	4		9	8	
		7						
		2	9					8
	3		5	2		7		1
		4				1	3	
1	7	5	4		6		2	
	9				7			

SUDOKU : niveau difficile

	3							
	2		8			4	7	5
				9		3		
1			2		3		4	
7		8						2
					7			
				2			9	
9						7		3
		7		6				

Solutions de la Gazette de Saint-Quentin-en-Yvelines n°78 du 28 janvier 2020 :

3	8	2	9	5	7	6	1	4
1	5	6	2	4	3	9	8	7
9	7	4	1	6	8	3	2	5
2	9	1	7	3	6	4	5	8
5	3	8	4	2	1	7	6	9
6	4	7	8	9	5	1	3	2
8	6	9	3	7	2	5	4	1
7	1	5	6	8	4	2	9	3
4	2	3	5	1	9	8	7	6

5	1	8	6	9	4	2	3	7
6	7	3	8	2	1	4	9	5
2	9	4	3	7	5	1	8	6
3	8	2	1	5	6	7	4	9
4	5	7	2	3	9	6	1	8
1	6	9	4	8	7	5	2	3
8	3	6	5	4	2	9	7	1
9	2	1	7	6	8	3	5	4
7	4	5	9	1	3	8	6	2

Ces grilles Sudoku vous sont proposées grâce à Thibaut Bernard, auteur du logiciel gratuit et libre de diffusion du site internet alphaquark.com.

SQY

Vous êtes entrepreneur, commerçant, artisan, vous désirez passer votre publicité dans notre journal ?

Faites appel à nous !

pub@lagazette-sqy.fr

SAINT QUENTIN EN YVELINES
Terre d'innovations

Jeudi 27 février

SQY EMPLOI ...en piste !

Terre d'innovations

Direction communication SQY – B. Pioli © Shutterstock

Sur inscription : sqyemploi.fr/enpiste

Vous avez rendez-vous avec votre avenir de 9h à 19h !

Au Vélodrome National
de Saint-Quentin-en-Yvelines

pôle emploi · APEC · meteojob · SQY Terre d'innovations